Le Quotidien de l'art

Quelle mobilisation pour les artistes ukrainiens ?

Par <u>Iade Pillaudin</u>

- Édition N°2359
- 30 mars 2022 à 21h47

Depuis le début de la guerre, musées, galeries, centres d'art, fondations et écoles d'art de l'Hexagone s'engagent pour soutenir les artistes ukrainiens : quelles formes prend concrètement cette action ?

Le 17 mars dernier, le ministère de la Culture a validé une enveloppe de 1,3 million d'euros pour alimenter un fonds d'urgence destiné à accueillir et soutenir les artistes, journalistes et professionnels de la culture ukrainiens. Trois instances en bénéficient et travaillent main dans la main : l'Atelier des artistes en exil (dotée de 700 000 euros), la Cité internationale des arts, en partenariat avec le programme national PAUSE (300 000 euros) qui soutient à la fois les scientifiques et artistes réfugiés, et l'Andéa, l'Association nationale des écoles supérieures d'art, composée de 45 membres (300 000 euros, dont la gestion et répartition sont gérées par les DRAC). Pour Stéphane Sauzedde, référent international au sein du conseil d'administration de l'ANdEA, les jours qui viennent seront déterminants : « L'Atelier des artistes en exil a créé une hotline qui centralise les demandes, et l'ANdEA joue le rôle de courroie de transmission avec les écoles d'art pour recenser le nombre de chambres et les bourses disponibles, encourager les collectes, etc. Notre réseau s'emploie depuis deux ans à proposer des dispositifs d'accueil pour des artistes fuyant leurs pays, de la Birmanie à la Syrie en passant par l'Afghanistan. Les écoles d'art ne sont évidemment pas des spécialistes de l'aide humanitaire, savons travailler localement avec des partenaires, ou associatifs, ou avec nos professeurs et étudiants ukrainiens dans nos établissements. » Selon Judith Depaule, directrice de l'Atelier des artistes en exil à Paris, une cinquantaine de demandes d'accueil d'artistes ukrainiens et autant de la part d'artistes russes ont été déposées ces derniers jours (voir l'Hebdo du 25 mars).

Réactiver le réseau européen

Co-créateur aux côtés d'Emmanuel Tibloux, (directeur de l'ENSAD), et de Chris Dercon (président de la RMN-Grand Palais) de l'événement EuroFabrique qui, en février dernier, avait rassemblé au Grand Palais Éphémère 35 écoles d'art européennes pour repenser l'Europe de demain par le prisme culturel, Stéphane Sauzedde s'appuie aussi sur ses sponsors et sur les contacts noués à cette occasion, notamment les écoles d'art d'Europe de l'Est, qui accueillent déjà depuis plusieurs semaines des artistes réfugiés. « Nous avons aujourd'hui des demandes provenant des écoles d'art dans les pays où arrivent les réfugiés, Prague, Bratislava, Varsovie ou encore Tbilissi. Les artistes, étudiants et personnels enseignants rejoignent donc la France progressivement... Mais l'objectif est aussi de convaincre le réseau des écoles et leurs partenaires de réserver des places aux étudiants ukrainiens et russes pour la rentrée prochaine. Car les universités ukrainiennes risquent de ne pas rouvrir en septembre, et parce que, on en parle moins, beaucoup d'artistes russes quittent aussi leur pays sans savoir quand ils pourront y retourner sans être jetés en prison... Il

faut donc que l'on se prépare structurellement à être des écoles refuges, en renforçant encore notre organisation, à l'échelle du territoire, pour les mois à venir. »

Recherche de résidences

Dépasser les mesures d'urgence pour accompagner les artistes sur la durée : c'est un défi que certains se disent prêts à relever, qu'ils soient centre d'art régional, fonds de dotation ou musée. À Paris, le Palais de Tokyo a annoncé proposer son appartement-studio à un artiste réfugié. Le musée Picasso a déclaré s'engager dans l'accueil de professionnels de musées ukrainiens. En région, la Villa d'Arson de Nice a été l'une des premières à mettre à profit son dispositif de résidence de 3 mois (aujourd'hui occupé par l'architecte Oleksandra Khalepa) grâce à ses relations avec la Fondation Izolyatsia de Donetsk, avec qui elle collabore depuis 2014, année de son départ forcé pour Kiyv suite à l'invasion russe en Crimée. Au FRAC Centre Val de Loire d'Orléans, l'équipe dirigée par Abdelkader Damani se prépare à étendre son dispositif de résidence, inauguré en fin d'année dernière et actuellement investi par le couple d'artistes afghans Lida et Shukran Shirzad. Tous deux bénéficient pendant une année d'un logement, d'un espace de travail et d'une allocation mensuelle, ainsi que d'un accompagnement dans ses démarches administratives, financés par le centre d'art. Dans les semaines qui ont suivi la déclaration de guerre, le FRAC Centre a déposé un dossier auprès du ministère de la Culture et de l'Institut français pour pouvoir accueillir un ou deux artistes ukrainiens, espérant obtenir des fonds supplémentaires pour renforcer son dispositif aujourd'hui soutenu par la région.

L'aide financière, une priorité

« Tout musée est par essence un lieu d'accueil de l'étranger : un FRAC appartient à tous, il est doté d'un pouvoir philosophique qui dépasse les frontières de l'art, car nous participons à la création d'une mémoire collective, estime Abdelkader Damani, qui souhaite que d'autres FRAC s'engagent auprès d'un ou plusieurs artistes pour au moins un an. Si vous accueillez quelqu'un, il faut aussi accueillir son savoir-faire. Un artiste réfugié arrive en résidence avec son drame, son histoire, son univers de références qu'il veut partager. Les territoires de l'art sont des territoires d'intégration, et notre conviction se retrouve dans l'implication des artistes que nous accueillons dans un projet artistique. » En parallèle, l'institution a mobilisé son réseau d'artistes, et acquis Anatomie des cavernes (2020), œuvre d'Elvira Voynarovska, artiste ukrainienne participant à la Biennale d'architecture de Vierzon, dont le FRAC Centre est l'organisateur : les fonds seront reversés à <u>une association</u> et à <u>un groupe de</u> volontaires initié par des amis proches résidant à Kyiv, investis dans l'assistance aux personnes âgées isolées et jeunes enfants nécessitant soins et médicaments. « La plupart de mes amis artistes sont restés en Ukraine et ont abandonné leur pratique artistique pour être eux-mêmes volontaires. Les expositions en musées et galeries, c'est bien, mais ils ont surtout besoin d'aide financière », précise la jeune femme de 26 ans, installée en France depuis ses 13 ans.

Galeries et fondations sur le front

Face aux demandes de plus en plus nombreuses des artistes restés en Ukraine, des galeries font aussi le choix de consacrer une part de leur activité à l'aide associative et humanitaire. Nadine Gandy, spécialisée dans l'art contemporain d'Europe centrale et orientale, basée depuis 2005 à Bratislava, s'active depuis un mois pour envoyer des fonds à des artistes ukrainiens qu'elle a notamment connus grâce à la Biennale de Kiyv. Avec son

association ZoomEuropa, lancée en 2021 pour soutenir financièrement la scène artistique à laquelle elle se consacre depuis 30 ans, elle a rapidement mobilisé des fonds pour les artistes ukrainiens mais aussi pour les réfugiés, qui arrivent en Slovaquie par milliers. « J'ai eu très vite des réponses de collectionneurs et de donateurs, après avoir lancé un premier appel sur Instagram. Il s'agit d'abord et surtout d'apporter une aide humanitaire car c'est le plus urgent : des produits de première nécessité que les artistes restés en Ukraine nous demandent. »

Sauver un patrimoine

Pour d'autres galeries, aider les artistes s'inscrit aussi plus largement dans la sauvegarde d'un patrimoine en danger, encore trop méconnu chez nous : <u>Peace for Art</u> a été montée dans l'urgence le 17 mars dernier par Ivanna Bogdanova-Bertrand et Cornélia Schmidmayr, fondatrices en 2021 de la galerie ArtEast, défendant l'art d'Ukraine et des pays voisins à Kiev et Berlin. La première, franco-ukrainienne, dirige depuis 2017 la foire internationale de photographie Photo Kyiv, tandis que la seconde, franco-allemande, ancienne attachée culturelle auprès de l'ambassade de France en Autriche, a vécu de 2014 à 2018 à Kiev, où elle s'est prise de passion pour l'effervescence créative. À l'annonce du conflit, les deux femmes ont décidé de mettre entre parenthèses leur activité de galeristes et de réorienter leur expertise vers la distribution d'aides aux artistes et aux institutions, mettant en relation leur réseau avec des institutions françaises, allemandes et anglophones souhaitant soutenir l'art ukrainien. « En ce moment, nous sommes en contact avec un musée et des festivals allemands qui souhaitent monter des projets culturels montrant le travail de photographes, explique Cornélia Schmidmayr. Nous sommes aussi occupées par la mobilisation de fonds pour permettre à un musée de Kiyv d'emballer ses collections et de les transporter dans un lieu sûr. Nous essayons d'envoyer de l'argent à des artistes qui en manifestent le besoin, en fonction de leur situation personnelle. »

Une idée européenne

La plupart des dons proviennent actuellement de particuliers, petits et moyens collectionneurs connaisseurs de l'art ukrainien. Pour les fondatrices de Peace for Art, l'enjeu est à la fois préventif et curatif : « Nous voulons accompagner dans la durée les projets : on ne peut pas se permettre de lâcher les artistes après trois mois... Toute petite somme est nécessaire et utile pour nous. L'art indépendant ukrainien n'a que 30 ans : parce qu'il se situe à la frontière de deux espaces géographiques différents, il possède un versant profondément européen. Nous avons tous à apprendre de cette énergie créative ukrainienne, de cette urgence à se réinventer et à innover, rappelle Cornélia Schmidmayr. On sent depuis 10 ans dans l'art ukrainien une réelle conscience des dangers et des menaces, et de l'importance du combat pour la liberté. Ils ont combattu pour nous et pour nos valeurs. Nous voulons préserver avec la fondation cette conscience, nous leur devons cela. »